Déclaration de l'Assemblée Mondiale des Habitants
(FSM Tunis, 29 Mars 2013)

Ne touche pas à ma terre, à mon eau, à ma maison, à mes militant-e-s!
Pour des territoires ruraux et des villes harmonieuses
qui respectent les diversités et les cultures

La logique capitaliste dans laquelle les villes grandissent de manière prédatrice sur la campagne, promeut la spéculation, les mégaprojets et l'accaparement des terres, de l'eau, et des ressources naturelles, en détruisant les écosystèmes qui lient ces deux milieux. Le discours dominant considère l'urbanisation comme inévitable et l'industrie agroalimentaire comme la seule à pouvoir éradiquer la faim et la pauvreté.
Cette logique rend invisible le fait que les villes sont construites par les habitants et que les paysans et paysannes sont ceux qui ont alimenté, alimentent et alimenteront la planète. En effet les grands producteurs ne nourrissent que 20% de la planète en menant des politiques agressives qui détruisent la nature et les êtres humains.
Face à cette situation l'Assemblée Mondiale des Habitants exige le changement du modèle-paradigme du système capitaliste néolibéral, pour la planète et les êtres humains. Dans ce cadre, nous revendiquons comme alternatives à la propriété privée, la propriété collective et d'autres formes d'usage et de gestion communales traditionnelles et la reconnaissance de la fonction sociale de l'habitat, plus juste, humaine et durable.
Nous exigeons la sécurisation des droits d'usage du foncier et la souveraineté alimentaire. Nous revendiquons les valeurs et propositions que contient le droit à la ville qui se basent sur des formes de démocratie participatives, directes et communautaires dans le cadre du bien-vivre.
Les peuples ont déjà créé de nombreuses alternatives et fait des propositions, il faut faire pression et renforcer les articulations et la solidarité entre les mouvements ruraux et urbains pour construire des alliances de résistance nationales et internationales.
Nous sommes solidaires avec les luttes des organisations d'habitants des villes et des paysans, résistons collectivement et exigeons l'arrêt de toute criminalisation des mouvements sociaux et des militant-e-s engagé-e-s dans les luttes pour le respect et l'application des droits humains : à la terre, l'eau, alimentation, le logement, la ville
Nous souhaitons des lois qui font référence explicitement aux pactes internationaux pour les droits humains tels que le PIDESC, le Droit à l'Alimentation, la Convention 169 de l'OIT afin d'éviter tout type d'expulsion, et qu'ils soient promus au niveau national et local, comme dans le cas des lois adoptées respectivement au Venezuela et en Argentine[1]. Nous soutenons toutes les initiatives de loi qui affirment ce principe, en particulier celles-là d'initiative populaire, comme la loi de régulation de la dation en paiement, de gèle des expulsions et du loyer social en Espagne.
Nous demandons la libération immédiate de tous ceux et celles qui sont détenu-e-s pour avoir occupé des terres et des logements et pour avoir résisté aux expulsions.
Nous soutenons la lutte de toutes les déplacé-e-s en particulier la lutte haïtienne contre l' expulsion illégale et forcée des camps de déplacements.

Nous nous engageons à consolider les convergences des luttes des organisations d'habitants par les échanges d'expériences, le partage des stratégies, des outils et d'un agenda commun:

- L'Assemblée Mondiale des Habitants 2013 invite à signaler au Tribunal International des Expulsions (prochaine session a Genève: octobre 2013) les violations du droit au logement sur lesquelles le Tribunal émettra des recommandations.
- Celle-ci sera l'une des activités prévues durant les Journées Mondiales Zéro Expulsions - pour le Droit d'habiter tout le mois d'octobre, qui ont pour but d'attirer l'attention sur les luttes pour le droit au logement et à un habitat digne.
- L'Assemblée prétends que la Campagne sur la fonction sociale de la terre, de la ville et du logement puisse être étendue au niveau mondial et pousse les gouvernements à assumer leurs responsabilités concernant la gestion des biens communs.
- Nous soutenons les efforts des peuples arabes à engager de nouvelles perspectives sur la gestion des terrains urbains, de la terre et des ressources naturelles, fondées sur les droits humains, de l'environnement et la responsabilités des habitants.
- Nous soutenons l'effort des représentant-e-s des organisations des habitants et des réseaux internationaux qui se sont rencontrés à Tunis le 27 mars pour donner vie à un réseau continental, le Réseau Pan Africain des Organisations des Habitants. Ce réseau a pour objectif de renforcer les luttes locales au travers de la solidarité mutuelle entre réseaux et organisations. Pour cette raison nous invitons tous les réseaux internationaux concernés à s'unir et à soutenir cet effort, ainsi qu'à contribuer au travail du Groupe de Travail qui en promeut le développement.

Agenda de mobilisation des habitants:

- Tout le mois d'octobre: Journées Mondiales Zéro Expulsions- pour le Droit d'Habiter

OUI à la reproduction de la vie, NON à la reproduction du profit !
OUI au droit à la terre, au logement et à la ville !

Info: www.habitants.org - https://www.facebook.com/events/498799256828990/
Signatures: amh-wai2013@habitants.org

---

[1] Venezuela (Ley de arrendamiento immobiliario 11/11/2012 – ley para la regularizacion y control de los arrendamientos inmobilarios avec une loi d' initiative populaire approuvée par le parlement l'année dernière) et a Mendoza, Argentina (ley no 7684 de modificacion del codigo procesal civil del 11 de septiembre de 2009).